



## Les vœux de Nouvel An du président français: un programme pour le militarisme et la guerre de classe

Par [Pierre Mabut](#)

Mondialisation.ca, 09 janvier 2014

[WSWS.org](http://WSWS.org)

Région : [L'Europe](#)  
Thème: [Militarisation](#)

Dans un message télévisé du 31 décembre, le président français, François Hollande du parti au pouvoir (Parti socialiste, PS), a présenté ses « vœux » de Nouvel An. En vantant les guerres néocoloniales menées par son gouvernement en 2013, il a annoncé ce qui n'est rien moins qu'une déclaration de guerre contre le niveau de vie et les droits sociaux et démocratiques de la classe ouvrière.

Son appel à ce que la France se montre « intraitable dans le respect de ses règles : la sécurité, qui est la garantie de la liberté, l'indépendance de la justice, c'est l'impartialité ; la laïcité, c'est la condition pour vivre ensemble », sonne creux. En fait, 2013 a été une année durant laquelle la France, en collaboration avec les Etats-Unis, a presque réussi à lancer une guerre contre la Syrie qui aurait pu dégénérer en une guerre contre l'Iran et éventuellement contre la Russie. La politique d'austérité de Hollande et ses mesures anti-immigration ont fait que son gouvernement est le plus impopulaire depuis la Deuxième Guerre mondiale et ont créé les conditions pour que le Front National néofasciste devienne le parti arrivant en tête des intentions de vote pour les élections européennes de mars prochain.

Cela témoigne de la faillite du capitalisme et des partis bourgeois de « gauche » en France et qu'en dépit de l'impact désastreux de cette politique, Hollande n'a rien d'autre à proposer que la même chose.

Cherchant à rehausser sa popularité en se présentant en chef de guerre, il a en déclaré que « la France a pris ses responsabilités lors de graves crises internationales : le Mali, la Syrie, la Centrafrique. » Il a aiguisé son discours au moyen d'une rhétorique chauvine : « La France est toujours au premier rang, et j'en suis fier, au service de la paix. C'est son honneur. C'est son devoir. C'est pourquoi nous sommes intervenus au Mali, pour lutter contre le terrorisme. Que nous agissons pour éviter l'utilisation des armes chimiques en Syrie. Que nous sommes présents en Centrafrique pour sauver des vies humaines. »

De tels appels entachés de sang à l'« honneur » et au « devoir » ne peuvent dissimuler le fait que ses interventions en Afrique font partie d'une ruée impérialiste pour le contrôle des ressources du continent aux dépens de sa population appauvrie.

La prétention que le soutien de la France et des Etats-Unis en faveur d'une intervention en Syrie visait à empêcher le recours aux armes chimiques en Syrie est un mensonge éhonté. Il y a des preuves flagrantes que ce sont les forces djihadistes intermédiaires, armées par la

France et ses alliés, qui ont utilisé ces armes. Les fausses accusations selon lesquelles l'armée syrienne aurait utilisé du gaz sarin contre sa population, avaient pour but de provoquer une intervention de l'OTAN et de sauver de la défaite militaire l'intervention qui est appuyée par l'impérialisme.

C'est ce qui a donné le ton aux propositions de Hollande pour une attaque contre la classe ouvrière par le biais de ce qu'il a qualifié de « pacte de responsabilité » avec les patrons. Par conséquent, Hollande « salue les partenaires sociaux », c'est-à-dire la bureaucratie syndicale et les patrons, pour renégocier l'Accord national interprofessionnel (ANI) conclu en janvier 2013 sur la « sécurisation de l'emploi. »

Ceci a entraîné une loi qui permet aux employeurs de réduire les salaires, de se défaire du code du travail et d'imposer des licenciements de masse dans le but d'accroître la compétitivité des usines « en difficulté ». La destruction des emplois se poursuit depuis sans relâche. Le parfait exemple en est la fermeture l'année dernière de l'usine automobile PSA d'Aulnay, près de Paris, qui emploie 3.000 travailleurs.

Cette fermeture avait été acceptée par tous les syndicats et concoctée par la CGT qui était menée par un membre du groupe de pseudo-gauche Lutte Ouvrière (LO), conformément à la politique du gouvernement PS qui qualifiait la fermeture d'« inévitable. »

Ce « pacte de responsabilité » avec les patrons fait ressortir trois points répondant aux préoccupations du dirigeant de l'association patronale française (Medef), Pierre Gattaz. Il promet un allègement de plusieurs milliards d'euros pour les charges des employeurs et qui sera payé par des réductions drastiques des dépenses sociales. Les employeurs auront aussi moins de « contraintes sur leurs activités » - c'est-à-dire une flexibilité encore plus grande pour l'exploitation des travailleurs.

En échange, Hollande a affirmé que ces attaques seront liées à des promesses de créations d'emplois par les employeurs.

Gattaz a expliqué, « On est prêt à jouer le jeu. » Ceci n'est guère étonnant vu qu'il s'agit du projet que le Medef a envoyé à Hollande en novembre dernier. Pour le Medef, ceci se traduit par la création d'un vaste secteur à bas salaire sans aucune sécurité d'emploi.

Et cela a déjà commencé car Hollande est en train de créer des « contrats aidés » par le gouvernement qui contraignent les chômeurs au travail. De plus, la plupart des emplois proposés sont des contrats de courte durée ou des contrats de travail temporaire. Ces derniers ont doublé depuis 1994 pour passer à 580.000.

Dans un entretien du 6 janvier accordé au *Monde*, Gattaz a dit : « Je suis satisfait. Il [Hollande] a lancé le projet général de sortir le pays de l'ornière et a montré un cap qui nous va bien. » Gattaz a affirmé pouvoir créer un million d'emplois, mais pour cela « il faut nous libérer d'un certain nombre de freins, d'obstacles, de tabous, de dogmes, qui sont autant de pierres dans notre sac à dos. »

Gattaz a carrément énoncé les sommes qu'il voulait voir Hollande réduire en faveur du patronat : 50 milliards d'euros sur le coût du travail et 50 milliards d'euros sur les impôts sur cinq ans. Il a critiqué les prélèvements obligatoires qui sont de 46 pour cent du PBI, contre une moyenne européenne de 40 pour cent. A cet effet, Gattaz a affirmé « l'idéal serait de faire 100 milliards d'économies de dépenses publiques en cinq ans, » en ciblant pour des

coupes notamment les allocations familiales et l'assurance maladie.

Hollande a justifié sa nouvelle attaque contre les travailleurs en disant que « la crise s'est révélée plus longue, plus profonde que nous l'avions nous-mêmes prévu, » comme si ce n'était pas son gouvernement qui faisait payer la crise sociale aux travailleurs. Le marché boursier a cependant explosé et fait un bond de 18 pour cent en 2013.

Les tout récents chiffres du chômage de novembre qui montrent une augmentation de 17.800 chômeurs démentent les promesses électorales de Hollande d'inverser la hausse du chômage d'ici la fin de 2013. Le chômage officiel atteint 3,29 millions, bien qu'en réalité ce soit 5 millions en tenant compte des personnes exerçant une activité réduite .

Hollande a prévenu que 2014 sera une année de « décisions fortes. » Il s'est engagé à réduire d'abord « la dépense publique. » La responsabilité des coupes sur les services, organisées par le gouvernement PS, sera de la responsabilité des collectivités locales.

Le cadeau précédent fait en 2012 aux employeurs par Hollande du soi-disant « crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi » (CICE) coûte désormais 20 milliards d'euros par an et sort à partir du 1<sup>er</sup> janvier des poches des plus durement touchés au moyen de l'augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA). La plupart des produits et des services taxés à 19,6 pour cent sont à présent taxés à 20 pour cent. Le transport et la restauration sont dorénavant taxés à 10 pour cent au lieu de 7 pour cent. Les travailleurs peuvent s'attendre à des hausses similaires avec ce récent « pacte de responsabilités » avec les patrons.

Pierre Mabut

Article original, [WSWS](#), paru le 8 janvier 2014

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Pierre Mabut](#), [wsws.org](#), 2014

Articles Par : [Pierre Mabut](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)